

Brendan O'Leary, professeur à la London School of Economics

« Dans le conflit nord-irlandais, le désarmement doit avoir lieu avant tout dans les esprits »

« L'ouverture de négociations directes entre les principales parties au conflit nord-irlandais ouvre-t-elle une nouvelle phase dans l'histoire de la province après trois quarts de siècle de conflit entre catholiques et protestants ?

– Elle indique en tout cas qu'un accord politique a de bonnes chances de voir le jour. Je ne puis toutefois m'empêcher de penser que l'on aurait pu en arriver là plus tôt, dès l'été de 1995. Mais le gouvernement de John Major, qui avait besoin pour sa survie parlementaire des voix du Parti unioniste UUP, n'a pas su faire preuve de la détermination nécessaire pour créer les conditions d'une négociation entre toutes les parties. Il faut reconnaître que toutes les idées qui se trouvent dans l'accord-cadre anglo-britannique viennent du gouvernement irlan-

dais. Londres n'a fait qu'y répondre. La population unioniste était incertaine sur la manière de réagir au cessez-le-feu de l'IRA de 1994. Certains le considéraient comme une reddition et refusaient toute concession ; d'autres y voyaient un piège destiné à les entraîner dans des négociations dans lesquelles les deux gouvernements les auraient forcés à accepter une Irlande unie dont ils ne veulent pas. C'est pourquoi la communauté unioniste a refusé d'entrer dans des négociations après le premier cessez-le-feu.

» Après les élections de 1997 et le second cessez-le-feu, l'UUP et son chef, David Trimble, se sont trouvés face à un gouvernement Blair doté d'une confortable majorité. Ils n'avaient plus le choix qu'entre courir le risque que Londres et Dublin prennent des initiatives institutionnelles der-

rière leur dos, s'ils refusaient la négociation, et y participer. Dans ce cas, ils auraient à faire face à deux problèmes : le refus des paramilitaires (IRA et loyalistes protestants) de désarmer pendant les pourparlers de paix, et le fait que l'accord-cadre – qui prévoit le partage du pouvoir entre les deux communautés, la création d'institutions transfrontalières Nord-Sud et l'existence d'une conférence anglo-irlandaise chargée de superviser le processus –, qu'ils avaient rejeté en 1995, était le seul texte disponible. M. Trimble entame donc les négociations avec un ordre du jour défavorable.

– Comment voyez-vous l'avenir de l'Irlande du Nord ?

– Toute solution doit être fondée sur la reconnaissance que l'Irlande du Nord est à la fois irlandaise et britannique et que les deux gouvernements auront un

rôle à jouer dans les affaires de la région. La solution que je préconise est un système de partage du gouvernement entre Londres et Dublin, faisant de l'Irlande du Nord une région binationale dans laquelle les deux traditions bénéficieraient d'un respect équivalent, liée à la République d'Irlande et à l'Union européenne. Ce lien entre les deux gouvernements se manifesterait à travers la conférence intergouvernementale. L'Assemblée de la province maintiendrait aussi ses relations avec Westminster. La souveraineté serait à la fois partagée et divisée. Cet accord-cadre, unique en Europe, est un modèle de double protection dans lequel les deux gouvernements garantissent les mêmes droits individuels et collectifs aux deux parties de l'Irlande. La majorité (protestante) au Nord doit avoir la garantie qu'en cas de réunification elle

bénéficierait des mêmes droits et privilèges que la minorité (catholique) aujourd'hui.

– Croyez-vous possible un désarmement des paramilitaires des deux camps ?

– En cas d'accord, je pense que le gros des armes seront cachées et que seul une petite quantité sera restituée par des gens désireux d'obtenir une amnistie. Pour le moment, c'est du domaine de l'utopie. L'histoire de l'Irlande nous montre que les gens ont traditionnellement enterré leurs armes. C'est peut-être un cliché, mais ce qui me semble primordial, c'est que le désarmement ait lieu avant tout dans les esprits. Après, la restitution des armes perdra de son importance.

– Comment les Britanniques voient-ils aujourd'hui l'Irlande et les Irlandais ?

– On assiste à un changement

historique chez les Britanniques qui, à l'exception de certains conservateurs, considèrent que l'Irlande du Nord n'est pas britannique mais irlandaise. C'est un problème grave pour les unionistes et une menace pour leur identité même. Le gouvernement comme la population ont révisé leur opinion sur la République d'Irlande. En raison de sa réussite démocratique et économique aussi bien que de sa sécularisation, la perception qu'ils en avaient comme d'un pays médiéval, catholique et rural, peuplé de gens étranges et stupides, a fait place à un certain respect. En fin de compte, la majorité des Britanniques seraient ravis de se débarrasser de l'Irlande du Nord, d'une manière civilisée s'entend. »

*Propos recueillis par
Patrice de Beer*